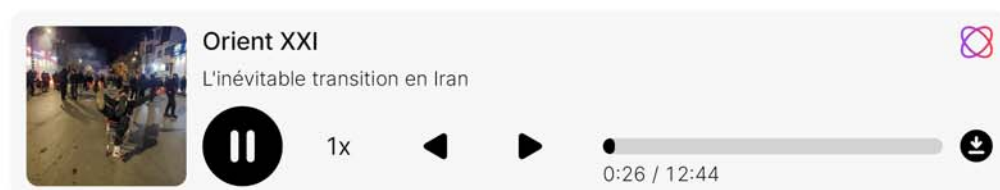


L'inévitable transition en Iran

Malgré la répression, les manifestations s'étendent en Iran. Mais les scénarios de sortie de crise restent incertains et multiples : une intervention militaire étasunienne, le retour du chah souhaité par Israël, l'effondrement interne qui déboucherait sur un chaos ou l'émergence d'un homme fort à l'intérieur du régime.

traductions: français عربي english español italiano

> **BERNARD HOURCADE** > 12 JANVIER 2026



Depuis près d'un demi-siècle, on annonce comme imminente la fin de la République islamique. Mais jamais jusque-là n'ont été réunies les forces de contestation, souvent contradictoires, qui avaient créé en 1979 un consensus pour renverser le chah. Malgré la répression toujours violente, les révoltes populaires sont incessantes en Iran, mais dispersées sur le plan géographique ou social. Les groupes sociaux se révoltent, chacun à leur tour, autour de revendications ponctuelles et de slogans, sans vraiment inquiéter le pouvoir en place. En 2019, les banlieues populaires s'étaient insurgées contre la hausse de l'essence ; en 2022, les jeunes femmes contre le port du voile ; depuis le 28 décembre 2025, les petits commerçants et les chefs de famille modestes contre l'hyperinflation.

Cependant, cette dernière révolte est très différente des précédentes. Les revendications économiques sont directement liées au fonctionnement, à la structure politique de la République islamique. Le point de départ se trouve dans le rejet par les factions conservatrices du Parlement du projet de budget de l'année 1405 (débutant le 21 mars 2026), présenté le 23 décembre 2025 par le gouvernement réformateur de Massoud Pezeshkian.

Cette crise n'est pas technique (le prix de l'essence), ou légale (changer la loi sur le voile), mais touche au fondement du régime : elle concerne les richesses, la corruption, et donc la légitimité des élites au pouvoir. La solution du conflit actuel dépasse donc l'idéologie, les symboles et les slogans contre le guide Ali Khamenei ou en faveur de Reza Pahlavi, le fils du chah destitué en 1979. C'est une crise politique existentielle qu'on ne peut comprendre qu'en regardant concrètement les rapports de force politiques à l'intérieur du pays.

UN DOUBLE TAUX DE CHANGE DU DOLLAR

La République islamique a favorisé la construction d'un système politique où les élites et institutions issues du clergé (fondations religieuses) ou de l'appareil sécuritaire (notamment les Gardiens de la Révolution) ont accaparé les richesses du pays et favorisé une économie libérale profitant à une minorité ultra riche, ce qui scandalise la population. Tout changement politique est indissociable d'une révolution économique qui abolirait ces privilèges qui révoltent les Iraniens.

Or, la gestion ploutocratique du pays trouve ses limites, car la crise économique qui écrase les Iraniens fragilise également l'État et remet en cause sa place de puissance régionale. Ainsi, le régime islamique est clairement identifié comme le point faible pour l'État et la population.

Pour éviter cette faillite de l'État et du régime, le gouvernement réformateur de Massoud Pezeshkian avait proposé, le 23 décembre 2025, un projet de budget mettant fin aux taux de change multiples et donc à l'octroi des devises au taux de change préférentiel – le taux de change officiel étant de 280 000 rials par dollar, contre 1 400 000 au marché « libre ». Ce taux préférentiel était appliqué aux achats prioritaires. Ces opérations monopolisées par les personnalités et institutions proches du pouvoir depuis des décennies alimentaient une économie parallèle et une fuite massive des capitaux ¹. Pour appuyer sa réforme devant le Parlement, le président Pezeshkian a signalé, à titre d'exemple, que cette année, sur 12 milliards de dollars attribués pour les importations de produits alimentaires et de médicaments, 8 milliards auraient été détournés en n'important qu'une partie des marchandises pour s'approprier le reste des fonds.

Ce projet de « moralisation » de l'économie allait de pair avec la ratification par l'Iran, en octobre 2025, des conventions internationales sur la transparence des transactions bancaires, afin de ne plus figurer sur la liste noire du Groupe d'action financière (GAFI) qui bloquait les transactions internationales légales du pays. En décembre, la Banque centrale a déclaré avoir fermé 6 000 comptes suspectés de blanchiment d'argent. Une mesure qui a probablement moins

touché les personnalités proches du pouvoir que les petits commerçants achetant du matériel électronique à Dubaï de façon peu légale.

Ces projets de réforme financière et les difficultés évidentes du gouvernement pour les imposer ont confirmé l'incapacité du pouvoir en place à gérer l'économie de façon réaliste. Ils ont aussi provoqué la flambée des cours du dollar et la révolte des commerçants, marginalisés par la corruption des élites et dépassés par l'impossible gestion de l'hyperinflation.

La révolte corporatiste des commerçants de Téhéran s'est vite étendue à leurs collègues des petites villes puis à toutes les catégories sociales qui n'avaient cessé de se révolter depuis des années, confortées par la mobilisation de groupes sociaux jusqu'alors prudents et conservateurs. Pour éviter une confrontation directe avec les commerçants et un mouvement social intérieur plus global, le gouvernement – et même le Guide, l'ayatollah Ali Khamenei – ont déclaré dans un premier temps « comprendre » leurs revendications, afin de tenter de les isoler des « fauteurs de trouble », c'est-à-dire des manifestants porteurs de projets politiques clairement soutenus de l'extérieur, en l'occurrence les partisans de Reza Pahlavi. Mais la répression a unifié le mouvement autour de quelques slogans politiques, contre le régime islamique.

Le mouvement s'est ainsi étendu mais de façon dispersée et spontanée, sans manifestation de masse dans les grandes villes, faute de perspective politique claire, de réseaux ou de leaders s'appuyant sur les forces sociales intérieures. La société reste divisée et attentiste, alors que le Guide décide le 9 janvier d'une répression massive qui pourrait lui être fatale.

À l'évidence, le gouvernement réformateur divisé n'a pas les moyens – ni peut-être la volonté – d'imposer ses réformes. Pour être crédible, il faudrait qu'il désigne et sanctionne les oligarques qui ont accumulé privilèges, pouvoir et capitaux frauduleux et qui forment le cœur de la République islamique. Ce serait le prix à payer pour ceux qui cherchent à sauver une partie du régime islamique. Les réformes ayant échoué, existe-t-il d'autres voies crédibles pour sortir l'Iran de ces crises ?

DIVISIONS ET IMPASSES POLITIQUES

On identifie souvent la République islamique au « régime des mollahs » et au Gardiens de la révolution, le « bras armé du régime ». Ces qualificatifs ne sauraient occulter les différences de nature, de culture et d'intérêt qui opposent le clergé et les Gardiens de la révolution. La rivalité entre ces deux piliers de la République islamique est une clé importante pour comprendre la longévité et entrevoir les possibles voies de sortie des crises actuelles.

Les Gardiens, dont les vétérans ont poursuivi des études universitaires après la guerre, ont montré leurs compétences en matière de gestion des entreprises (à leur profit) ou de haute technologie. Leurs réussites – usant de tous les moyens, même illégaux – en matière nucléaire, de missiles, de travaux publics ou de gestion de grandes villes et d'entreprises le confirment. Ils savent « gérer » leurs relations avec l'économie internationale, par exemple, en contournant les

sanctions économiques étatsuniennes. Et ils cherchent à dépasser l'échec de leurs ambitions régionales après l'effondrement de « l'Axe de la résistance » contre Israël.

Le clergé, formé dans des écoles religieuses, a parfois évolué dans le domaine des idées, mais reste majoritairement enfermé dans un islam traditionnel et patriarcal, en décalage avec la société de l'Iran actuel. En s'impliquant directement dans la gestion de l'État, il a perdu la base sociale, économique et même intellectuelle qui lui avait permis de mobiliser les foules en 1979. En dehors de quelques slogans issus du passé, l'islam est absent des débats politiques, sécuritaires, économiques ou géopolitiques qui secouent l'Iran, un des pays les plus sécularisés du Proche-Orient. Chacun veille cependant à ne pas froisser la religiosité populaire pour obtenir le consentement tacite d'une grande partie de la population attachée à cet héritage.

L'alternance entre « conservateurs » et « réformateurs » qui a longtemps permis le fonctionnement de la République islamique semble avoir atteint ses limites. Le mouvement « Thermidorien » qui avait donné quelques espoirs après la mort de Khomeiny n'a pas eu de suite ². Chez les conservateurs radicaux, représentés notamment par Saïd Jalili, candidat à l'élection présidentielle de 2024, les échecs de « l'Axe de la résistance » et leur vision bigote de l'islam concernant les femmes, ont entraîné une radicalisation de leurs positions. Ils soutiennent le Guide dont le décès ou le départ forcé les priverait d'un soutien irremplaçable. Dans le camp adverse, chez les réformateurs ou chez les islamistes conservateurs « pragmatistes » qui viennent de s'unir dans un nouveau parti, les débats et conflits sont vifs pour trouver une voie acceptable, une transition, vers un changement politique profond et inéluctable, mais qui ne remettrait pas en cause l'indépendance du pays et éviterait une révolution radicale. Néanmoins, ces jeux politiques semblent avoir fait leur temps.

Devant ce blocage politique interne et les divisions de la société, le système de la République islamique trouve ses limites. La répression systématique pourrait même être inefficace en radicalisant l'opposition et en provoquant des critiques au sein même du pouvoir. L'impasse est donc double : les émeutes sont réprimées et n'ont pas de perspective politique précise, tandis que les conservateurs bloquent les réformes budgétaires qui pourraient leur être fatales et que les réformateurs n'ont pas les moyens ou le courage de les imposer.

Ce vide politique explique le succès de Reza Pahlavi, en exil aux États-Unis, mais qui est la seule personnalité politique d'opposition dont le nom soit connu de tous les Iraniens. Son succès médiatique est évident, soutenu par des médias en persan établis à l'étranger qui bénéficient du soutien officiel, médiatique, politique – et peut-être militaire – d'Israël, et dans une moindre mesure des États-Unis qui menacent cependant d'intervenir. Le fils du souverain chassé du pouvoir en 1979 se présente comme l'unique alternative à la République islamique. Son nom est devenu le symbole de toutes les oppositions à la République islamique. Mais au-delà du symbole, rien n'est clair, sinon la perspective d'une répression d'autant plus violente que les protestations sont dispersées, peu coordonnées, sans leader ni organisation structurée à l'intérieur

du pays.

Ce paysage politique n'est pas sans rappeler l'année 1978, quand l'armée du chah avait été contrainte d'autoriser les manifestations massives où l'on brandissait le portrait de Rouhollah Khomeiny. Alors en exil et encore peu connu, celui-ci pouvait cependant s'appuyer sur un solide réseau de partisans organisés autour des mosquées. Mais la comparaison a ses limites, car l'Iran actuel a profondément changé. Sa population a acquis une conscience et une solide expérience politique forgée par 45 ans de République islamique. Elle est devenue républicaine et connaît aussi le prix des révolutions importées de l'extérieur, notamment dans l'Irak voisin « libéré » par les États-Unis en 2003 ³. La question est moins quand, mais comment se fera un changement politique profond jugé inéluctable, même au sein du régime en place.

VERS UNE RUPTURE À L'INTÉRIEUR DU RÉGIME ?

Pour répondre dans l'immédiat aux crises intérieures et extérieures qui affaiblissent dramatiquement la population et l'État iranien, c'est en effet à l'intérieur même du pouvoir actuel qu'il faut probablement chercher plus que des forces, une personnalité capable de s'imposer face au clergé et à l'appareil sécuritaire. L'économiste Saïd Leylaz, proche de l'ancien président Mohammed Khatami (1997 à 2005), n'est pas le seul à évoquer publiquement l'émergence au sein du pouvoir actuel d'un « Bonaparte » : un homme fort capable de recueillir un soutien populaire et le silence des dignitaires et factions du régime en place pour imposer les réformes économiques nécessaires à la survie de l'État, des mesures de justice économique et la liberté exigées par les Iraniens ⁴. Cela implique de juger et sanctionner les élites corrompues, de « couper la main des voleurs ». Un changement profond bien plus difficile à réaliser que le départ du Guide suprême.

Un tel scénario rappelle la prise du pouvoir en Arabie saoudite par le prince Mohammed Ben Salman, devenu prince héritier, qui avait retenu prisonniers les personnalités les plus puissantes du royaume. Il peut aussi évoquer l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste, qui déclara la fin de l'URSS, ou celle de Deng Xiaoping, successeur de Mao Zedong, qui tourna la page du maoïsme ⁵. L'on peut aussi penser au coup d'État de Napoléon Bonaparte, le 18 Brumaire, qui mit fin à la période révolutionnaire tout en préservant les acquis.

Même si aucune hypothèse n'est exclue après l'enlèvement du président du Venezuela par les États-Unis, le 3 janvier, ou les tentatives de récupération des révoltes par l'opposition royaliste en exil avec le soutien affiché des États-Unis et d'Israël, c'est à l'intérieur du pays que se trouvent les dynamiques d'une transition, d'un changement crédible et durable.

¹ Bijan Khajepour, « Will Pezeshkian's "economic surgery" save struggling Iranians ? », *Amwaj Media*, 7 janvier 2026.

² Fariba Adelhah, Jean-François Bayart et Olivier Roy, *Thermidor en Iran*, Éditions Complexe, 1992.

³ Bernard Hourcade, *Iran, paradoxes d'une nation*, CNRS éditions, 2021.

⁴ Said Leylaz, « Tehran's method of governance has reached a dead end », *Euronews*, 5 janvier 2026.

⁵ Vali Nasr, « Iranians want their own Deng Xiaoping », *The Economist*, 9 décembre 2025

Vous avez aimé cet article ? Association à but non lucratif, *Orient XXI* est un journal indépendant, en accès libre et sans publicité. Seul son lectorat lui permet d'exister. L'information de qualité a un coût, soutenez-nous (dons défiscalisables).

Faire un don



BERNARD HOURCADE

Géographe, directeur de recherche émérite au CNRS, il a dirigé l'Institut français de recherche en Iran (1978-1993) et l'équipe de... **(suite)**

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.